

BRÈVES AGRICOLES d'Ukraine

Une publication du SE de Kyïv
Mi-janvier à mars 2025

1. Guerre & affaires intérieures

***Guerre :** Fin mars, une boulangerie industrielle, située à Izioum dans l'oblast (c'est-à-dire la région) de Kharkiv (nord-est de l'Ukraine) a été détruite par une attaque de quatorze drones-suicides « Shahed » russes. Début mars, une usine de viandes située dans le même oblast a été ciblée par quatre drones-suicides « Shahed » russes. Trois personnes ont été tuées, sept blessées.

En février et en mars, le port d'Odessa a été la cible de plusieurs frappes russes importantes sur ses infrastructures énergétiques et civiles, dont certaines ont touché des navires civils : (i) le 1^{er} mars, le navire vraquier *Super Sarkas*, battant pavillon du Sierra Léone et transportant du maïs et du soja, ainsi que le porte-conteneurs *Levante F* de MSC et battant pavillon du Panama, ont été endommagés lors des frappes russes sur le port, blessant deux personnes ; (ii) le 11 mars, le navire vraquier *MJ Pina*, battant pavillon de la Barbade et transportant du blé ukrainien depuis Odessa vers l'Algérie, a été frappé, par un missile, faisant quatre morts et deux blessés.

D'après le ministère du développement des communautés et des territoires, entre février 2022 et mars 2025, 385 infrastructures portuaires ont été endommagées ou détruites.

Mi-mars, le ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, a déclaré que, depuis 2022, l'Ukraine avait perdu 20,5% de sa surface agricole, avec des conséquences sur la production agricole, rappelant notamment que la production ukrainienne de céréales et oléagineux était passée de 106 Mt en 2021 (année d'une récolte par ailleurs exceptionnelle) à 77 Mt en 2024, soit une baisse de 27%.

Fin février, la Banque mondiale, les Nations unies et la Commission européenne ont publié la troisième mise à jour de [l'évaluation rapide des dommages et besoins en reconstruction \(RDNA4\)](#). Ainsi, depuis le début de la guerre à grande échelle, les pertes pour le secteur agricole ont atteint 83,9 Md USD, dont 11,2 Md USD de dommages, dont la moitié sont des destructions de machines agricoles (sur les 176 Md USD de dommages totaux) et 72,7 Md USD de pertes de revenus, dont la moitié est imputable aux baisses de récolte dues à la guerre (sur les 589 Md USD de pertes totales). Cela représente, respectivement, une hausse de 9% et de 4% par rapport à la précédente évaluation publiée début 2023. Les besoins de reconstruction, entre 2025 et 2035, pour le secteur agricole atteindraient 55,5 Md USD (sur les 524 Md USD nécessaires), auxquels

s'ajoutent 700 MUSD nécessaires pour le secteur de l'eau et de l'irrigation.

D'après une évaluation du programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) publiée début fin février, 12,7 M d'Ukrainien (dont 2,8 M de personnes déplacées) auraient besoin d'aide humanitaire, dont 5 M de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Ainsi, 54% des habitants de l'oblast de Kherson, 43% de celui de Zaporijjia et 39% de celui de Donetsk seraient dans une situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère. Début février, en raison de la dégradation de la situation sur le front, le PAM a perdu l'accès aux localités de Pokrovsk (où 11 000 personnes bénéficiaient de son assistance alimentaire) et de Kostianivska (où 1 200 personnes bénéficiaient de son assistance).

***Territoires occupés :** D'après le journal en ligne ukrainien *Texty*, la valeur totale des biens agricoles cultivés dans les territoires occupés par la Russie puis exportés par les ports occupés de Berdiansk et Marioupol entre l'hiver 2022 et l'automne 2024 aurait atteint 6,4 Md USD.

Mi-mars, le centre national de la résistance expliquait que le gouvernement russe prévoyait la construction de sept élévateurs, d'une capacité totale de 165 000 t, dans les territoires occupés de l'oblast de Donetsk.

D'après le journal en ligne ukrainien *Most*, la Russie aurait le projet de reprendre l'activité au port de Skadovsk, situé dans les territoires occupés de l'oblast de Kherson.

Début février, l'OCRPP a rapporté que l'agence militaire égyptienne chargée des achats agricoles, Moktabal Misr, a acheté au négociant russe Pallada LLC la cargaison du navire vraquier *Mikhail Nenashev*. Ces 27 000 t de blé tendre, officiellement russes, proviendraient en réalité pour tout ou partie des territoires ukrainiens occupés.

Fin janvier, d'après le centre national de la résistance, plus de 530 000 t de produits agricoles (blé, orge et huile de tournesol) ont été cultivés dans les territoires occupés de l'oblast de Zaporijjia pour être ensuite exportés.

Mi-janvier, le [The Moscow Times](#) rapporte que les autorités russes ont décidé fin 2024 de créer un nouveau point de contrôle douanier dans le port ukrainien occupé de Berdiansk, ce qui pourrait faciliter le contournement des sanctions à l'exportation et à l'importation.

Mi-janvier, le ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, le ministre de l'agriculture de la Lituanie, Kazys Starkevičius et le ministre britannique chargé de l'agriculture, Daniel Zeichner, ont signé un nouveau mémorandum trilatéral, sur le système de contrôle des céréales (*Grain Verification System*) en provenance de Russie et de Biélorussie afin de déterminer si elles proviennent des territoires ukrainiens occupés (sur lequel ces trois pays travaillent depuis 2022). La phase pilote aura lieu au port de Klaipėda, en Lituanie. Cette coopération a été introduite dans le cadre de l'accord de partenariat pour 100 ans signé entre l'Ukraine et le Royaume-Uni.

***Démographie :** La situation démographique ukrainienne continue de se dégrader. D'après Daria Marchak, vice-ministre du ministère de la politique sociale, début mars, le taux de fertilité serait tombé à 0,9 enfant par femme en Ukraine, valeur qui n'aurait jamais été atteinte jusqu'alors. Cette évolution s'explique par la faible natalité avant-guerre et l'émigration massive provoquée par la guerre à grande échelle. Ainsi, l'âge moyen des Ukrainiens vivant dans les territoires contrôlés par le gouvernement serait passé de 41 ans en 2022 à 45 ans en 2025.

D'après les Nations unies, fin mars, il y aurait 6,9 M d'Ukrainiens réfugiés à l'étranger, soit une augmentation de 100 000 personnes par rapport à la fin de l'année 2024 et 600 000 personnes par rapport à décembre 2023.

D'après le vice Premier ministre, ministre de l'unité nationale de l'Ukraine, Oleksi Chernycho, la population ukrainienne est passée de 52 M de personnes en 1991, à 45 M de personnes en 2014 (42 M après l'annexion de la Crimée) puis à 32 M de personnes en 2024. D'après lui, toutefois, en comptant ceux vivant dans les territoires occupés et à l'étranger, il y aurait 60 M d'Ukrainiens.

D'après le ministère de la justice, en 2024, il y a eu environ trois fois plus de décès (495 000) dans les territoires contrôlés par le gouvernement ukrainien que de naissances (177 000, ce qui, par rapport à 2021, représente une chute de 97 000 naissances, soit une baisse de 36%).

D'après une étude publiée mi-janvier par [McKinsey Global Institute](#), l'espérance de vie moyenne pour les hommes ukrainiens serait passée de 65 ans en 2022 à 57,3 ans en 2024 (contre 70,9 ans pour les femmes ukrainiennes en 2024). En outre, la population ukrainienne pourrait tomber à 28,9 M d'habitants en 2040.

***Pollution des sols :** Fin mars, le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, a annoncé que le gouvernement avait pour objectif d'inspecter 3 Mha de terres potentiellement minées.

Fin mars, le ministère de la défense ukrainien a annoncé que, entre 2022 et mars 2025, 4 743 ha de terres minées avaient été déminées et que, en tout, 52 098 ha de terres agricoles devaient encore être déminées. Cette estimation est très en-deçà des chiffres de terres minées et déminées publiés habituellement par le gouvernement.

***Russie :** Fin janvier, le SBU (les services de sécurité ukrainien) a révélé la fraude d'une entreprise ukrainienne de produits chimiques située dans l'oblast de Tcherkassy (centre de l'Ukraine) qui exportait, via un pays du Moyen-Orient, des engrais vers la Russie : entre 2022 et 2024, 216 t de produits, valant 1,8 MUSD, auraient été exportés.

***Paix :** Le 25 mars, les États-Unis ont publié deux communiqués dans lequel ils annoncent être convenus avec l'Ukraine et la Russie à rétablir la sûreté de la navigation et à prévenir l'usage de la force ou celui de navires civils à des fins militaires. Dans le communiqué concernant les discussions avec la Russie, les États-Unis s'engagent à rétablir l'accès de la Russie aux marchés internationaux pour ses exportations agricoles et ses engrais, à baisser les coûts d'assurance, à améliorer l'accès aux ports et aux systèmes de paiements.

Dans la version du communiqué qu'elle a publié, l'Ukraine a ajouté qu'elle considérerait un mouvement d'un bâtiment militaire en dehors de la partie orientale de la mer Noire serait une violation de l'engagement, constituerait une menace à sa sécurité et légitimerait son droit à l'autodéfense et que des consultations techniques étaient nécessaires pour s'accorder sur la mise en œuvre, le suivi et le contrôle de cet accord. Le président Zelensky a précisé que, en cas de violation, il en appellerait aux États-Unis, et que la Turquie pourrait jouer le rôle de garant du respect de cet accord.

Dans le sien, la Russie n'évoque pas un cessez-le-feu mais la reprise de l'initiative céréalière de la mer Noire (*BSGI*), pour laquelle elle pose cinq conditions (lorsqu'elle concerne la production et le commerce agricoles et d'engrais, levée des sanctions (i) bancaires, (ii) financières, (iii) sur les entreprises, (iv) sur les ports et navires et (v) sur les importations russes.). Par le porte-parolat de la Commission européenne, l'UE a rejeté ces demandes, précisant que la fin de l'agression et le retrait des troupes russes de tous les territoires temporairement occupés seraient une des conditions principales pour lever les sanctions européennes. Elle a rappelé en outre que les sanctions européennes ne ciblaient en aucun cas la production ni le commerce agricoles, engrais compris.

***Grain from Ukraine :** Courant février, le PAM a livré 4 349 t de farine de blé données à la Syrie dans le cadre de l'initiative *Grain from Ukraine*.

2. Production et filières agricoles

***Climat et changement climatique :** D'après le centre ukrainien hydrométéorologique, après des mois de décembre et de janvier qui ont été les plus doux depuis 2005, les températures ont chuté au mois de février puis ont connu des variations durant le mois de mars. La période d'hivernage a donc été favorable (avec des pertes qui n'auraient pas dépassé les 4 à 6%). En revanche, il y a pour l'instant un important déficit de précipitations, ce qui fait que l'humidité des sols reste à des niveaux particulièrement bas.

***Semis de printemps 2025 :** Fin janvier, le ministère de l'agriculture a publié ses prévisions pour les semis de printemps et a publié, début avril, un état des semis.

	Surfaces prévues de semis de printemps (ha)	Surfaces semées début avril 2025 (ha)	Surfaces semées totales 2024/25 (ha)
Maïs	4,15 M	0,02	3,8 M
Orge de printemps	611 000	612 200	1,41 M
Blé de printemps	222 700	141 100	4,9 M
Pois	216 500	182 800	210 000
Avoine	161 600	106 100	164 000
Sarrasin	86 800	0	90 000
Millet	85 500	0	90 000
Tournesol	5,17 M	51 500	4,9 M
Soja	2,42 M	4 500	2,6 M
Colza d'hiver et de printemps	1,17 M	0	1,3 M

Source : ministère chargé de l'agriculture ukrainien

***Prévisions pour 2025 :** D'après l'institut d'économie agraire, la production agricole ukrainienne pourrait augmenter en volume de 3% en 2025 par rapport à 2024, avec une augmentation de 3,4% pour les grandes cultures et une augmentation de 1,5% pour le secteur de l'élevage, notamment en viande de volailles (+5,5%) et contrairement à la viande bovine (-12%).

***Prévisions pour la récolte 2024/2025 :** En mars et en février, l'USDA a publié ses nouvelles prévisions pour la production céréalière pour la récolte 2024/2025, revoyant à la hausse la production de blé (+0,5 Mt) et de maïs (+0,3 Mt). Elle a en revanche à nouveau revu à la baisse ses prévisions pour les exportations de blé (-0,5 Mt) et celles de maïs (-1,0 Mt) en raison d'une baisse de la consommation mondiale et d'une légère hausse de la production dans le reste du monde.

Production (Mt)	2024/2025 (USDA, prév.)	2023/2024 (USDA, est.)	2022/2023 (USDA)
Blé	23,4 15,5	23,0 18,6	21,5 17,1
Maïs	26,8 22,0	32,5 29,5	27,0 27,1

***Fruits et légumes :** 16 producteurs ukrainiens de bleuets et de myrtilles, représentant 20% de la production nationale, ont institué courant février l'association des producteurs de bleuets d'Ukraine, afin de coopérer en matière de culture, d'exportation et de stratégie de ventes.

***Petits fruits :** En 2024, l'Ukraine serait devenue le premier exportateur mondial de framboises surgelées, avec 65 100 t, devant la Pologne et la Serbie.

***Légumineuses :** Fin janvier, la communauté des producteurs et consommateurs de légumineuses d'Ukraine et l'association « Soja Ukraine » ont fusionné pour instituer l'association ukrainienne des légumineuses et du soja. Un de ses principaux objectifs est d'ouvrir de nouveaux marchés à l'exportation.

***Sucre :** Fin janvier, Ukrzukur (l'association ukrainienne des producteurs de sucre) a présenté les résultats de la campagne de production 2024/2025 : 1,80 Mt de sucre ont été produites par 29 sucreries, ce qui représente une légère baisse par rapport à 2023/2024 (1,83 Mt). Les cinq plus gros producteurs étaient, Radekhiv Tzukur (filiale du groupe sucrier allemand Pfeifer & Langen) avec 31% de la production, Astarta-Kyïv avec 21%, Ukrpominvest-Agro (qui cultive 108 000 ha pour la production de céréales, d'oléagineux, de betteraves à sucre, pour l'élevage porcin et de vaches laitières, ainsi que pour la production de sucre et de produits de la boulangerie ; propriété de l'ancien président ukrainien Petro Porochenko) avec 14%, Teofipol et A'spik Group avec 6% chacun.

***Lait & produits laitiers :** D'après l'association ukrainiennes des transformateurs de lait (SMPU), les pertes des transformateurs de lait ukrainiens devraient atteindre 1 Md UAH (soit environ 21 MEUR) en raison de la forte augmentation du prix du lait brut domestique (qui aurait atteint en 2024 42,45 USD pour 100kg en moyenne, soit 20% de plus par rapport à 2023) et de la baisse de la consommation intérieure de produits laitiers.

***Biométhane :** Mi-mars, le président de l'association de bioénergie d'Ukraine, Georgiy Geletukha, a déclaré que l'Ukraine pourrait permettre de fournir 20% du marché européen de biométhane.

Courant février, deux agro-holdings ukrainiennes, VITAGRO (qui cultive 85 000 ha pour la production de céréales, d'oléagineux, de légumes, ainsi que pour l'élevage porcin et de vaches laitières) et MHP (une des plus grandes agroholdings ukrainiennes, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viandes de volailles), ont réalisé les premières exportations de biométhane ukrainien vers l'UE (en l'occurrence, vers l'Allemagne), via le réseau gazier.

Fin janvier, après celle de VITAGRO et Gals Agro, une troisième usine de méthanisation, appartenant à MHP, a été mise en service en Ukraine. Au maximum de leur capacité, elles pourraient produire 17 Mm³ par an. D'après Georgiy Geletukha, quatre nouveaux méthaniseurs devraient être mis en service en Ukraine en 2025.

***Chanvre :** Mi-février, l'entreprise Ma'Rijany a annoncé que l'usine de première transformation de chanvre de son parc industriel, situé dans l'oblast de Jytomyr (centre-ouest), sera lancée fin mars. Elle aura une capacité de transformation de 1 500 t de chanvre et de 1 000 à 2 000 t de lin.

***Machines agricoles :** Mi-février, une nouvelle entreprise de machinisme agricole a été lancée par trois entrepreneurs ukrainiens. Nommée the K-Factor, elle commercialise pour l'instant deux types de bennes céréalières.

***UCAB :** Fin mars, l'UCAB (association qui rassemble les agroholdings ukrainiennes) a rappelé publiquement les griefs que ses membres font à Ukrzaliznytsia (UZ, le conglomérat ferroviaire public) : la hausse prévue des tarifs alors que, d'après eux, l'Ukraine ne pourra jamais

exporter plus de 65 Mt de produits par rail du fait de l'occupation de 20% de son territoire ; la lenteur des trains, avec une vitesse moyenne de 50 km/h, ce qui est une source de coûts supplémentaires ; l'absence de suivi précis des wagons par GPS ; la priorité donnée, pour les subventions, au transport de passagers, conduisant à une hausse des tarifs pratiqués pour les marchandises ; l'absence de nouvelles technologies. D'après l'UCAB, la cause de ces problèmes étant la situation de monopole d'UZ, il appelle à la séparer en trois entités (passagers, fret, infrastructures). Il demande à y introduire de l'intelligence artificielle pour mieux gérer les goulots d'étranglements. Enfin, l'UCAB menace de se détourner d'UZ si ces problèmes persistent.

Mi-février, l'UCAB a organisé une rencontre avec l'organisation professionnelle allemande DBV pour échanger sur les conséquences de la guerre, les défis de l'adhésion à l'UE (en matière de normes et de s'agissant de la PAC) ainsi que sur les perspectives de coopération entre les deux associations. Les défis logistiques auxquels font face les exportateurs ukrainiens sur le marché européen ont également été évoqués.

Mi-janvier, à l'occasion de la *Grüne Woche*, l'UCAB a lancé une plate-forme agricole germano-ukrainienne permanente, ouverte à toutes les organisations professionnelles agricoles des deux pays, afin de partager les expériences, développer des projets communs et renforcer la coopération, avec une attention particulière portée à l'industrie agro-alimentaire.

***UAC :** Début avril, le directeur adjoint de l'UAC (le conseil agraire ukrainien, qui représente 1 300 entreprises agricoles familiales et patronales de moyenne et grande taille) a proposé une période de transition de 20 à 30 ans pour permettre aux agriculteurs ukrainiens de s'aligner sur les exigences de l'acquis européen.

Mi-mars, le président de l'UAC a expliqué que, d'après lui, à l'avenir, l'Ukraine ne devrait pas exporter plus de 20% de ses produits agricoles vers l'UE.

Début mars, l'UAC a appelé à ce que le gouvernement continue de soutenir les agriculteurs ukrainiens, en particulier ceux qui sont situés près de la ligne de front.

3. Politiques économiques et agricoles

***Made in Ukraine :** Mi-mars, dans le cadre de son « programme de substitution aux importations », le ministre de l'agriculture a lancé des enchères pour fournir les forces armées ukrainiennes en poisson. A cette occasion, le ministre de la politique agraire et de l'alimentation, Vitali Koval, s'est félicité de « ce nouveau pas cohérent dans le cadre de la politique de substitution aux importations », rappelant que le rôle de son ministère était de « réorienter la commande publique en faveur des produits ukrainiens ».

Après deux extensions de listes en août et en novembre 2024, le ministère de l'économie a de nouveau étendu début mars et début avril le champ

du volet concernant le machinisme agricole de son programme « *Made in Ukraine* ». Désormais, 13 283 machines (soit 1 300 nouvelles machines par rapport à novembre 2024) et 152 entreprises ukrainiennes (soit 14 nouvelles entreprises à novembre 2024) sont éligibles. Pour mémoire, ce programme lancé en mars 2024 consiste à compenser l'achat de certaines machines agricoles (25% du coût d'achat) si elles ont été fabriquées par des constructeurs ukrainiens. La compatibilité de cette mesure avec les règles de l'OMC et le droit européen demeure incertaine.

Début janvier, le gouvernement a alloué les différents fonds affectés au programme *Made in Ukraine*, dont 1,5 Md UAH (soit environ 32 MEUR) pour le programme 5-7-9 (dont peuvent bénéficier les entreprises agricoles), 500 MUAH (soit environ 11 MEUR) pour la subvention à 25% de l'achat de machines agricoles fabriquées en Ukraine et 1,64 Md UAH (soit environ 35 MEUR) pour les programmes de remboursement partiel d'achats ukrainiens, dont le programme *National Cashback*, entré en vigueur en août 2024, qui permet de rembourser, sous forme de bons d'achat, 10% du montant des produits ukrainiens (y compris les produits agro-alimentaires) achetés par les citoyens ukrainiens.

***Inflation :** Début mars, la banque centrale d'Ukraine (NBU) a relevé son taux d'intérêt directeur à 15,5% pour limiter les pressions inflationnistes (12,9% en janvier 2025). La banque centrale maintient son objectif d'une atteinte sous trois ans de sa cible d'inflation (5%).

D'après le service des statistiques publiques ukrainiennes, le prix des biens manufacturés a augmenté de 29% en 2024 : pour les produits alimentaires, le prix des produits laitiers a augmenté de 23%, celui des produits carnés de 18% et celui des produits de la minoterie de 13%.

***Financement :** Mi-mars, la commission nationale des titres et des actions d'Ukraine a autorisé l'émission d'une première note agraire. Cet outil de financement est un titre de créance électronique qui prend la forme d'un acompte chez un dépositaire et d'un enregistrement dans un registre. Il permet à un agriculteur d'attirer des financements gagés sur ses futures productions. En l'occurrence, l'entreprise Agrofirma-Obriy a émis ce titre au profit de son créditrice, AP Import LLC, la banque Raiffeisen étant dépositaire. Cette transaction a été accompagnée par le dépôt national d'Ukraine (établissement qui tient le registre des notes agraires), avec le soutien financier de la société financière internationale (membre du groupe de la Banque mondiale, l'IFC finance le développement du secteur privé dans les pays émergents) et de la Suisse.

***Bilan du programme 5-7-9 :** D'après le premier vice-ministre de l'agriculture, Taras Visotsky, en 2024, 8 750 fermes ont bénéficié du programme 5-7-9, pour un encours de prêts bonifiés de 46,9 Md UAH (soit environ 1,1 Md EUR), ce qui représente près de la moitié des 105 Md UAH (soit environ 2,2 Md EUR) de prêts accordés à plus de 13 000 agriculteurs ukrainiens.

***Lutte contre la fraude :** Fin mars, le gouvernement a revu le mécanisme déterminant le prix minimum d'exportation, qui prévoit notamment qu'il ne peut pas redescendre en-dessous du prix du mois précédent. Plusieurs associations agricoles (UAC, UGA) ont critiqué cette décision en raison de son imprécision juridique, de l'obstacle introduit au libre établissement des prix, des limites introduites dans la méthode de calcul des prix, de l'inefficacité des contrôles et, partant, de l'insécurité juridique qu'elle créerait.

Fin mars, l'agence de gestion et de recouvrement des biens (qui gère les biens confisqués) a annoncé préparer le transfert de la propriété du terminal céréalier de Beurivage, situé Pivdennyi. Ce terminal a été saisi à la suite de l'arrestation et de la mise en détention provisoire pour prise illégale d'intérêts, de fraude et de blanchiments en 2023 de l'homme d'affaire ukrainien Ihor Kolomoisky.

Début février, le président de la commission des finances de la Rada, Danylo Hetmantsev, a publié, sur la chaîne *Telegram*, la liste des onze contribuables plus gros acteurs dans le domaine du négoce et de la production de céréales qu'il considère comme étant les plus intègres : Cargill, Nibulon, LDC Ukraine, ADM Ukraine, Eridon, Viterra Ukraine, VILIA, Bioenergy-Vinnytsia, Zerno-Agrotrade (filiale d'Astarta), Lidea et KWS Ukraine.

Début février, le parquet de l'oblast d'Odessa a porté plainte contre le directeur financier d'une entreprise agricole qui aurait évité l'impôt en ne déclarant pas l'intégralité des profits réalisés à l'exportation en 2024. Le préjudice pour l'État s'élèverait à 158 MUAH (soit environ 3 MEUR).

Fin janvier, le DBR/SBI (bureau d'enquête de l'État qui dispose de pouvoir de police judiciaire spécifique) a révélé un schéma d'évasion fiscale impliquant le directeur d'une distillerie publique de l'oblast de Poltava (est de l'Ukraine). Entre 2020 et 2023, jouant sur la classification des biens, il aurait évité le paiement de 2,5 Md UAH (soit environ 53 MEUR).

Fin janvier, le service d'audit de l'État (DASU) a établi que l'exécution du budget de l'académie nationale des sciences agraires d'Ukraine (qui regroupe 21 institutions et six entreprises publiques) comportait des irrégularités atteignant plus d'1 Md UAH (soit environ 21 MEUR). Par exemple, certaines terres agricoles, dédiées normalement à la recherche ou à la formation, ont été utilisées à des fins commerciales. A l'inverse, ont été mises en jachère des terres qui auraient pu être cultivées.

***Lutte contre la corruption :** Mi-mars, le parquet anti-corruption (SAPO) et le bureau national anti-corruption (NABU) ont ouvert une enquête pour abus de pouvoir à l'encontre d'un ancien vice-ministre de l'agriculture et d'un ancien vice-gouverneur d'une administration régionale, soupçonnés de corruption. Ils auraient fait verser une subvention indue à hauteur de 27 MUAH (soit environ 600 000 EUR) à une entreprise agricole, pour compenser l'achat de matériel qui n'aurait en réalité jamais été acquis.

Mi-mars, Youri Kormychkin, fondateur de PAEK (qui cultive 43 000 ha, principalement dans le sud de l'Ukraine, pour de grandes cultures, des productions de niche et de l'élevage) – qui a, d'ailleurs, été blessé par une mine anti-tank alors qu'il effectuait des travaux agricoles – et sa femme Iryna Kormychka, député, ont plaidé coupables dans une affaire de blanchiment, ouvert contre eux fin 2024. A la suite d'un accord avec la justice ukrainienne, ils ont versé 20 MUAH (soit environ 400 000 EUR) à l'Etat ukrainien. La Verkhovna Rada (le parlement ukrainien) a mis fin au mandat de Mme Kormychka.

Mi-janvier, le DBR/SBI (bureau d'enquête de l'État qui dispose de pouvoir de police judiciaire spécifique) a déferé au parquet le cas d'un entrepreneur et de deux fonctionnaires du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS) qui extorquaient des fonds aux exportateurs de céréales pour la délivrance de certificats phytosanitaires.

***Ministre de l'agriculture :** Dans une longue entrevue donnée mi-février au journal *Interfax-Ukraine*, Vitali Koval a rappelé ses trois priorités : (i) le développement de l'élevage, annonçant, pour ce faire, une stratégie de l'État qui serait déclinée et cofinancée par les oblasts ; (ii) le développement de l'industrie agro-alimentaire et des exportations à plus forte valeur-ajoutée, estimant que l'Ukraine ne valorisait que 20% de sa production et que son objectif était de porter ce pourcentage à 50% ; (iii) la substitution aux importations, ciblant notamment les légumes, les semences végétales et le poisson. Il y souligne également les opportunités commerciales existant en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Il y critique également les projets d'assistance technique internationale, leur reprochant leurs coûts administratifs trop élevés et leur inefficacité, tout en soulignant que certains ont été très utiles. Il y fait part de ses doutes sur le fait que les projets internationaux n'aident que les plus petits agriculteurs élevant moins de 100 vaches ou cultivant moins de 120 ha (faisant référence au programme de soutien au revenu lancé par l'UE) : il explique que, après la chute de l'URSS, les surfaces moyennes distribuées aux agriculteurs étaient, d'après lui, de 3 000 ha et que, actuellement, cette surface moyenne était de 500 ha mais que « pour des raisons qui m'échappent, cela semble trop gros à nos partenaires » alors que « en réalité, un petit agriculteur peut être ami avec un moyen et vendre sa production à une *agro-holding* ». En outre, il mentionne le fait que la culture de coton (expérimentée l'année dernière à des fins militaires, le coton étant un des ingrédients de la poudre à canon) était possible en Ukraine et que le ministère de l'agriculture était prêt à soutenir son développement. Enfin, il encourage les agriculteurs à développer les cultures de niche, prenant l'exemple du cannabis, des lentilles, des pois et des pois chiches.

***Développement agricole :** Début février, le cabinet des ministres de l'Ukraine (le gouvernement) a approuvé le « [projet étatique de programme économique ciblé sur le développement de l'élevage d'ici 2033](#) », qui détaille une série de mesures pour y

parvenir. Toutes les filières d'élevage sont concernées : bovine, porcine ovine, caprine, aviaire, équine et apicole. On peut notamment relever l'objectif, pour la génétique animale, de remplacer des importations par de la génétique d'origine ukrainienne.

Fin janvier, le ministère de l'agriculture a publié la [feuille de route](#) et le [plan d'actions](#) pour « la reconstruction verte et la transformation des industries agro-alimentaires ukrainiennes ». Il propose notamment neuf plans d'actions détaillés pour les produits laitiers, les fruits et baies, le miel, les céréales, la viande de volaille et les ovoproduits, les huiles végétales, le sucre ainsi que deux plans d'actions transversaux sur les questions sanitaires et de qualité ainsi que l'industrie de l'emballage alimentaire. Ces documents stratégiques ont été développés en partenariat avec l'organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et le ministère allemand chargé de la coopération et du développement (BMZ).

Fin janvier, le ministère de l'agriculture a également publié conjointement avec l'UCAB un premier [Outlook for Ukrainian agricultural market](#), qui compile les grands éléments statistiques (production, consommation, exportation) des principales filières agricoles ukrainiennes, à savoir le blé, le maïs, l'orge, le tournesol, le soja, le colza, le sucre, le porc, la volaille, les œufs, le bœuf et les produits laitiers.

***Foncier agricole :** Le fonds de propriété de l'Etat (SPFU) a annoncé qu'en 2025, 2 479 parcelles seraient mises en location, pour une valeur totale estimée à 1 Md UAH (soit environ 21 MEUR).

D'après les données des actes notariés, en 2024, le marché foncier ukrainien serait devenu plus dynamique et plus important en volume que le marché immobilier, y compris par rapport à 2021. En effet, en 2024, 60% des actes de ventes notariés (273 000 actes), ont concerné des transactions foncières. Cela représente une augmentation de 18% par rapport à 2023, tout en restant en deçà du chiffre de 2021 (360 000 actes). Ce chiffre est supérieur de 50% à celui des transactions immobilières en 2024 : avec 178 000 actes, ce chiffre représente une augmentation de 173% par rapport à 2023 et une baisse de 45 % par rapport à 2021.

***Irrigation :** Fin mars, le gouvernement a approuvé le [plan de long-terme pour le développement de l'irrigation en Ukraine jusque 2050](#), qui était l'une des conditionnalités du Plan Ukraine. Il couvre les questions de réforme institutionnelle et de promotion des investissements dans la restauration, la modernisation ou la construction de systèmes d'irrigation.

***Soutien au secteur agricole :** Fin mars, Vitali Koval a présidé une réunion de travail sur les activités du fonds de l'État ukrainien pour le soutien aux fermes. En 2024, ce fonds a versé 2,78 Md UAH (soit environ 60 MEUR) à 30 342 agriculteurs (dans le cadre du programme de l'UE de soutien au revenu couplé à la surface ou à la tête de bétail). Cela revient à un montant moyen de 91 600 UAH (soit environ 2 000 EUR) par agriculteur. En

2025, le fonds serait doté de 4,73 Md UAH (soit environ 101 MEUR). En revanche, dans une autre publication, le ministère annonçait que, en 2024, 3,88 Md UAH (soit environ 83 MEUR) avaient été versés à 31 600 agriculteurs (soit un montant moyen de 122 800 UAH – environ 2 600 EUR – par agriculteur) via le SAR/DAR. Il y annonçait en outre que, en tout, le budget de l'État prévoyait 6 Md UAH (soit environ 128 MEUR) de soutien aux agriculteurs.

Mi-mars, le ministère de l'agriculture a lancé un groupe de travail sur la création d'une agence de paiement qui serait habilitée à recevoir des fonds de pré-adhésion.

***Entreprises d'État agricoles :** Dans une entrevue donnée à la presse fin janvier, Vitali Koval a annoncé sa volonté de privatiser toutes les industries agro-alimentaires publiques.

***SAR/DAR :** Fin mars, Vitali Koval a annoncé que plus de 200 000 utilisateurs avaient rejoint le registre agraire de l'Etat (SAR/DAR). 72,6% étaient des agriculteurs, 16,6% étaient des entreprises et 10,8% étaient des auto-entrepreneurs. 7 millions de parcelles, représentant environ 20 Mha, ainsi que 573 000 bovins, 320 000 ovins et 54 000 caprins ont été enregistrés grâce à cet outil.

Début février, le ministère de l'agriculture a annoncé que 30 banques ukrainiennes avaient été enregistrées dans le SAR/DAR : cet enregistrement a pour objectif de faciliter l'octroi de crédits aux agriculteurs, en facilitant la mise en relation et le partage d'informations.

***Numérique :** Mi-février, le ministère de la transformation numérique ukrainienne et l'association IT Ukraine ont publié la [stratégie de développement de « l'AgroTech »](#). Cette stratégie a pour objectif de soutenir la montée en valeur des exportations, surmonter les tensions sur le marché du travail, dépolluer les terres, s'adapter au changement climatique et développer les protéines (animales et végétales).

***Semences végétales :** Début mars, à l'occasion d'une réunion de travail sur les semences fourragères, Vitali Koval a affirmé que le développement de la production ukrainienne de semence végétale était une question relevant « de la sécurité nationale » et qu'il importait que l'Ukraine eût ses propres variétés et qu'elle puisse les exporter à l'international.

***Apiculture :** Début février, l'Ukraine a lancé « еБджільництво » (« e-Apiculture »), un service électronique déployé via le SAR/DAR. Il consiste à mettre en relation des agriculteurs et des apiculteurs, puis à les aider à mieux coordonner leurs activités, en signalant à l'avance les calendriers d'application de produits phytosanitaires, afin d'éviter l'empoisonnement des abeilles, grâce à un système de planification des travaux d'application par parcelle, de géolocalisation des ruches et de notification.

***Viti-viniculture :** D'après les statistiques publiques ukrainiennes, en 2024, l'Ukraine a produit 31 963 t de raisins pour la vinification, ce qui représente une baisse de 36,5% par rapport à 2023. Par conséquent, la

production de vin a, elle aussi, chuté de 38 %, de 3,9 M dal à 2,4 M dal. Les principaux cépages vinifiés étaient : l'aligoté (16% des volumes), le chardonnay (13%), le cabernet sauvignon (9%), le rkatsiteli (7%), le muscat (6%), le riesling (6%), le sapéravi (5%), le pinot (4%), le sauvignon (3%) et le noir d'Odessa (3%).

***Viande porcine :** Fin mars, à l'occasion d'une réunion de travail sur l'élevage de porc, Vitali Koval a déclaré que l'Ukraine avait un grand potentiel dans l'élevage de porcs et que le ministère « travaillait à le libérer complètement ». Son objectif prioritaire est « d'enlever toutes les barrières à l'exportation, de soutenir les producteurs ukrainiens et de renforcer la position de notre industrie sur le marché intérieur et à l'international ». Comme marchés potentiels, il cite la Corée du Sud, la Chine, la Malaisie, le Vietnam, Singapour, l'Inde, les Philippines, Hong Kong, l'UE et la Moldavie. Il souhaite, de manière générale, progresser dans la lutte contre la peste porcine africaine (PPA), notamment en régulant les populations de sangliers et en réduisant le commerce illégal, afin de réduire les risques et de faire reconnaître le système de zonage ukrainien, notamment par l'UE.

***Entrepôts :** D'après le site spécialisé [Elevatorist.com](https://elevatorist.com), plus de 500 000 t de nouvelles capacités de stockage de céréales ont été bâties en Ukraine au cours de l'année 2024.

4. Commerce international agricole

***Exportations en 2024 :** D'après l'institut d'économie agraire, en 2024, le commerce agricole entre l'UE et l'Ukraine a atteint 17 Md USD, soit 52% de ses exportations agricoles en valeur. Cela représente une augmentation de 3% par rapport à 2023 et le niveau le plus élevé depuis l'entrée en vigueur de l'accord d'association en 2014. Les autres destinations étaient l'Asie (7,5 Md USD, soit 30%) et l'Afrique (2,6 Md USD, soit 11%). D'après l'institut, les dix premiers clients agricoles de l'Ukraine, qui représentent 60% de ses exportations, sont :

1. l'Espagne (2,7 MdUSD) ;
2. les Pays-Bas (1,8 MdUSD) ;
3. la Turquie (1,7 MdUSD) ;
4. la Pologne (1,5 MdUSD) ;
5. l'Égypte (1,4 MdUSD)
6. l'Italie (1,3 MdUSD)
7. la Chine (1,3 MdUSD) ;
8. l'Allemagne (1,3 MdUSD) ;
9. l'Inde (850 MUSD) et
10. la Roumanie (840 MUSD).

***Point sur les exportations de céréales et d'oléagineux ukrainiennes :** Toutes routes commerciales confondues, l'Ukraine a exporté 4,1 Mt de céréales et d'oléagineux en janvier, 4,4 Mt en janvier et 4,7 Mt en mars.

***Nouvelle route maritime ukrainienne :** D'après les autorités ukrainiennes des ports maritimes (USPA), entre septembre 2023 et février 2025, sur les 106,5 Mt de biens qui ont été transportés par le nouveau corridor maritime ukrainien, 70 Mt étaient des biens agricoles, soit près des deux tiers des volumes.

***Fret maritime :** D'après le ministère du développement des communautés et des territoires, en 2024, les ports maritimes ukrainiens ont permis le transit de 97,2 Mt de biens (dont 60,3 Mt de biens agricole et 18,5 Mt de minerais), contre 92 Mt en 2023, soit une augmentation de 5,7 %. Les seules exportations ont atteint le volume de 88,1 Mt. Les biens qui sont passés par le corridor maritime ukrainien depuis les ports d'Odessa représentaient en 2024 79,9 Mt (soit 82% du volume total), dont 76,4 Mt d'exportations (soit 87% du volume total). Les 17,3 Mt de tonnes restant (soit 18% du volume total) sont passés par les ports ukrainiens du Danube.

Fin février, le ministère du développement des communautés et des territoires a annoncé qu'il se préparait à lancer courant 2025 des projets de concessions dans le port de Tchornomorsk, un des trois ports de *Big Odessa*, avec l'aide de l'IFC et de la BERD.

***Fret terrestre :** Fin mars, Ukrzaliznytsia (le conglomérat ferroviaire public) a annoncé mettre fin à la réduction de 30% pour les exportations de produits agricoles qui bénéficiaient aux agriculteurs cultivant des terres proches de la ligne de front. Plusieurs associations agricoles (UAC, UGA), ont protesté contre la fin de cette aide et ont demandé aux autorités ukrainiennes de la maintenir.

***Politique commerciale ukrainienne :** Dans une entrevue donnée mi-mars, Sergiy Tkachuk, chef du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS), a énuméré les ouvertures de marchés prioritaires à l'exportation : la viande bovine au Royaume-Uni ; la viande de volaille, les pois, le poisson, le blé et la farine de blé ainsi que la nourriture pour animaux domestiques en Chine.

Mi-mars, l'Ukraine a annoncé la signature d'un accord de libre-échange révisé avec l'association européenne de libre-échange (qui rassemble l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse), prévue en avril.

Début mars, le vice-ministre de l'économie et représentant au commerce de l'Ukraine, Taras Kachka, a annoncé que l'objectif de la politique commerciale ukrainienne était, d'une part, d'augmenter la valeur totale des exportations ukrainiennes, en passant de 51 md USD d'exportations en 2024 à 77 Md USD en 2030, et, d'autre part, d'augmenter la part de produits transformés, en faisant baisser la part de matières premières de 74% à 59%. D'après Taras Kachka, à l'avenir, les trois principaux d'exportations ukrainiennes seront l'agriculture, la métallurgie et la défense. Les principaux marchés resteront l'UE (estimant) et la Méditerranée (Afrique du Nord et Moyen-Orient), devant l'Asie.

Fin février, l'Ukraine a fini la deuxième revue de sa politique à l'OMC, avec 400 questions de 20 membres.

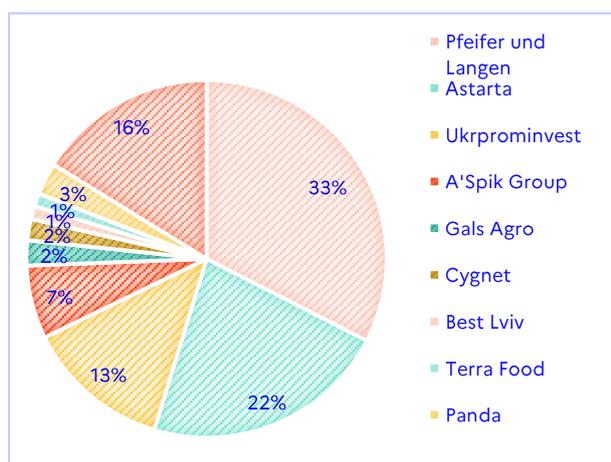
Mi-février, l'Ukraine et les Émirats arabes unis ont signé un accord complet de partenariat économique. 99% des biens agricoles ukrainiens seraient exemptés de droits de douane. D'après le ministère de l'économie, il devrait permettre une augmentation de 0,1% du PIB à long terme.

***Sucre:** Début mars, Oleh Nivievskyi, vice-président de l'école d'économie de Kyïv (KSE), déclarait que, d'après l'étude qu'il avait menée avec l'économiste allemand Stephan von Cramon-Taubadel, les exportations ukrainiennes de sucre avaient remplacé des importations mais n'étaient pas la cause du déclin du sucre.

D'après Ukrtzukur (l'association ukrainienne des producteurs de sucre), alors que la part des exportations ukrainiennes de sucre envoyées à l'UE étaient passées de 98% en 2023 à 40% en 2024.

Fin janvier, se fondant sur les quantités de sucre produites entre septembre et décembre 2024, le ministère de l'agriculture ukrainien a réparti le quota d'exportation de 107 200 t de sucre vers l'UE pour les cinq premiers mois de 2025.

Entreprise	Groupe	Quota (t)	Part du quota
1. LLC "RADEKHIV SUGAR" (six sucreries)	Pfeifer&Langen	34 786	32%
2. TSUKORAGROPROM LLC	Astarta	13 463	13%
3. LLC "PC "ZORYA PODILLYA"	Ukrprominvest	7 335	7%
4. PJSC "TEOFIPOL SUGAR PLANT"	Indépendant	7 256	7%
5. PJSC "PC "PODILLYA"	Ukrprominvest	6 611	6%
6. LLC "NARKEVYTSKYI SUGAR PLANT"	Astarta	5 446	5%
7. LLC "NOVOORZHYTSKYI SUGAR PLANT"	Astarta	4 719	4%
8. LLC "STAROKOSTIANTYNIVSUGAR"	A'Spik Group	3 584	3%
9. TOV PANDA (trois sucreries)	Groupe Panda	3 092	3%
10. SHAMRAIVSKYI SUGAR LLC	Indépendant	3 013	3%
11. LLC "SHEPETIVKASUGAR"	A'Spik Group	2 757	3%
12. PE "AGRO-EXPRESS-SERVICE"	Indépendant	2 710	3%
13. SIGNET-CENTER LLC	Cygnat	2 046	2%
14. KRAYEVID LLC	Indépendant	1 970	2%
15. LLC "AGROCOMPLEX "GREEN VALLEY"	Terra Food	1 709	2%
16. JSC "GOR-PUSTOVAROVSKY PLANT"	Gals Agro	1 503	1%
17. LLC "NOVOMYRHOROD SUGAR"	Indépendant	1 279	1%
18. YUZEFO-MYKOLAIV AGRO-INDUSTRIAL COMPLEX LLC	Best Lviv	1 263	1%
19. PRISMA-14 TOV	Indépendant	1 020	1%
20. JSC "LYNOVYCHI SUGAR FACTORY "KRASNYI"	Gals Agro	925	1%
21. PJSC "KRASYLIV SUGAR PLANT"	A'Spik Group	752	1%
Total		107 239	



***Volailles :** D'après le comité de la politique agricole et foncière, en 2024, les exportations ukrainiennes de viande de volaille ont atteint 448 800 t et 962,7 MUSD, soit une augmentation de 5,7% en volume et de 20,4% en valeur par rapport à 2023.

***Pommes :** Courant mars, à la suite de l'ouverture du marché, les premières pommes ukrainiennes ont été exportées en Inde. Début mars, le Canada a ouvert son marché aux exportateurs ukrainiens de pommes (*Malus domestica*).

5. Affaires européennes

***Adhésion à l'UE :** Début mars, le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, a déclaré que les six blocs de négociation pourraient être ouverts en 2025, précisant que l'Ukraine avait l'ambition d'en ouvrir trois sous la présidence polonaise du Conseil de l'UE, et trois sous la présidence danoise.

Mi-mars, la vice Premier ministre chargée de l'intégration européenne et euro-atlantique et ministre de la justice, Olha Stefanichina, a déclaré que l'Ukraine devrait devenir membre de l'UE d'ici 2030, s'appuyant sur le fait que le cadre financier pluriannuel 2026-2032/2033 avait été défini en en tenant compte.

***Négociations commerciales UE-Ukraine :** L'UCAB a produit une estimation des pertes induites par la fin des ATM et d'un retour à la zone de libre-échange complet et approfondi (ZLECA) prévue par l'accord d'association de 2014 : d'après l'organisation, ces pertes s'élèveraient entre 3 à 4 Md EUR, ou une diminution de 2,5% du PIB.

Dans différentes entrevues, le vice-ministre de l'économie et représentant au commerce de l'Ukraine, Taras Kachka, explique que le sucre, la viande de volailles et les œufs seront les produits les plus sensibles. Il a déclaré essayer d'obtenir un quota de 300 000 t pour le sucre. Il évoquait aussi les potentielles sensibilités européennes sur le blé et sur le bioéthanol. Mi-mars, il suggérait également que l'Ukraine serait prête à prendre des mesures de rétorsions en si certains pays ralentissaient sciemment le processus. Fin février, il expliquait toutefois s'attendre à une nouvelle extension des ATM.

Dans une entrevue donnée à la presse fin février, sur la question des négociations commerciales avec l'UE, Vitali Koval a rappelé que l'UE restait pour l'Ukraine « un marché plus rémunérateur quant au prix, plus pratique quant à la logistique et vital pour garder nos industries en bonne forme quant à la qualité de leurs produits ». Il y déclare que l'extension des ATM, le cas échéant en y incluant plus de produits sensibles, était l'option qui avait la préférence du ministère de l'agriculture. Estimant que le rôle du ministère de l'agriculture est « d'enlever autant que possible les restrictions bureaucratiques au commerce », il y appelle également à trouver de nouveaux débouchés commerciaux.

Début février, le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger,

Laurent Saint-Martin s'est rendu à Kyïv afin de participer à une conférence sur l'intégration commerciale de l'Ukraine animée par la vice Premier ministre, ministre chargé de l'économie, Julia Svyrydenko.

***BERD :** Avec le soutien de l'UE, la banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a mis en place un nouveau programme de partage de risques avec la filiale ukrainienne de la banque hongroise OTP Bank, couvrant 50% du risque pour de nouveaux crédits pour les PME, notamment agricoles, pour un équivalent total de 200 MEUR.

Début mars, *British International Investment* et *Proparco* ont annoncé apporter leur garantie de partage de risque au *Trade Facilitation Programme* (TFP) de la BERD. Ces nouvelles garanties (à hauteur de 37 MUSD pour BII et de 20 MUSD pour Proparco) permettra à la BERD de soutenir davantage d'exportations et d'importations ukrainiennes. Ces Depuis le début de la guerre, ce programme a permis de soutenir en Ukraine 1,4 Md USD de transactions commerciales depuis le début de la guerre.

***France :** Début mars, la vice Premier ministre, ministre chargé de l'économie, Julia Svyrydenko, a participé à Paris à la présentation officielle des 19 projets lauréats du fonds français de soutien à la résilience économique de l'Ukraine. Doté de 200 MEUR, ce fonds doit permettre de financer des projets prioritaires pour les infrastructures ukrainiennes. En tout, 70 candidatures (représentant un total d'environ 750 MEUR) ont été déposées. Pour les 19 projets, 17 entreprises ont été retenues, dont 10 PME et ETI. La répartition entre secteurs est la suivante : 64 MEUR dans le secteur de l'énergie, 51 MEUR dans celui de la santé, 44 MEUR dans celui du déminage, 24 MEUR dans celui des infrastructures et 15 MEUR dans celui de l'eau.

***Allemagne :** Fin mars, dans le cadre du dialogue politique agricole (association financée par le gouvernement fédéral allemand promouvant la coopération entre l'Ukraine et l'Allemagne), une délégation ukrainienne (composée d'agents du ministère de l'agriculture et de l'administration régionale de l'oblast de Vinnytsia) s'est rendue en Allemagne pour un voyage d'étude, lors duquel elle s'est rendue au ministère fédéral de l'agriculture, des entreprises, des centres de recherche et des organisations professionnelles agricoles dans la région de la Rhénanie du Nord-Palatinat.

***Autriche :** Mi-mars, l'Autriche a annoncé donner 5 MEUR pour le déminage des terres agricoles ukrainiennes et 2 MEUR pour le programme *Grain from Ukraine*.

***Italie :** Mi-mars, Vitali Koval a signé avec l'agence de pour le développement de la coopération italienne (AICS), le ministère italien de l'agriculture et le centre international pour les hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) un « programme de soutien à la restauration du potentiel économique de l'industrie agro-alimentaire d'Ukraine ». Ce projet de 11 MEUR consiste à soutenir 16 200 fermes dans l'oblast d'Odessa, en les aidant à reprendre les normes de

production européennes, à développer des systèmes d'irrigations, à développer l'élevage, à former des coopératives agricoles pour la transformation de leurs produits et à établir des liens commerciaux stables en l'Italie et l'Ukraine.

***Pologne :** Fin mars, lors d'une réunion bilatérale avec son homologue polonais et des organisations professionnelles agricoles, Vitali Koval a souligné les opportunités commerciales existant en Pologne pour les producteurs ukrainiens, mentionnant les produits biologiques, les protéines pour l'alimentation animale (notamment les tourteaux de soja) et les graines de colza.

6. Affaires étrangères

***USAID :** Début février, le ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, a fait publiquement déclaré que la suspension des programmes d'aide de l'USAID aurait des conséquences néfastes pour le secteur agricole. D'après l'union ukrainienne des producteurs de céréales et d'oléagineux (UGA), cette suspension va conduire au licenciement de 160 personnes spécialisées dans l'agriculture et travaillant actuellement au bureau ukrainien de l'USAID.

Dans le secteur privé, les programmes USAID-AGRI (lancé en 2022) et USAID-Harvest (lancé en 2024) finançaient, entre autres, des opérations d'aides pour la fourniture d'intrants (ex. engrais, semences) ou de matériels (ex. bâches à grains, séchoirs) ; des actions de formation (ex. Go2Agro au bénéfice des vétérans) ou des enquêtes (sur la corruption, les conséquences de la guerre, etc.). En 2024, pour la seule initiative AGRI, l'USAID estimait avoir permis d'attirer plus de 510 MUSD d'investissements privés et 350MUSD de financements publics étatsuniens dans le secteur agricole ukrainien. En outre, l'agence pour la reconstruction de l'Ukraine a rapporté mi-février que la modernisation de neuf points de passage à la frontière avait été suspendus à la suite du gel des programmes de l'USAID.

***Turquie :** Mi-mars, à l'occasion du sixième groupe de travail bilatéral sur l'agriculture, Vitali Koval et son homologue turc ont signé un protocole de coopération, prévoyant notamment d'augmenter les échanges commerciaux bilatéraux (viande de volaille, produits laitiers, miel, bovins et ovins vivants, fruits et légumes, huiles végétales, produits biologiques en provenance d'Ukraine ; tracteurs et machines agricoles en provenance de Turquie).

***Chine :** Début mars, l'Ukraine et la Chine ont signé deux accords qui, en définissant les normes sanitaires à respecter, ouvrent le marché chinois aux exportateurs ukrainiens de pois et de produits de la pêche sauvage. Vitali Koval a souligné qu'il s'agissait des premiers accords signés avec la Chine depuis 5 ans.

***Liban :** Fin janvier, lors d'une conversation avec son homologue libanais, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a proposé que l'Ukraine construise une plateforme logistique agro-alimentaire (*food hub*) au Liban.

7. Entreprises, marchés agricoles et infrastructures

***Astarta:** Astarta-Kyiv (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive plus de 215 000 ha pour la production conventionnelle et biologique de céréales et d'oléagineux (soja et colza), de sucre, de produits laitiers, de viande bovine et de bioénergie) a annoncé début mars investir 76 MUSD dans la construction d'une nouvelle usine de trituration (y compris pour le colza et le soja) dans l'oblast de Khmelnytskyï. L'usine devrait être lancée en 2026 et avoir une capacité de trituration de 400 000 t par an.

Fin mars, Astarta a annoncé le lancement du programme *Активне та здорове довголіття* (« une longévité active et saine »), qui consiste à favoriser l'emploi des personnes de plus de 60 ans. L'entreprise rapporte que, depuis l'été 2024, la part des employés de plus de 60 ans était passée de 5 à 10%.

***AgroProsperis:** AgroProsperis (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 290 000 ha pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux et qui a une activité bancaire ; elle est la propriété du fonds d'investissement étatsunien NCH capital) a annoncé début février avoir acquis fin 2024 et mis en service en janvier un premier *handysize* d'un port en lourd de 33 500 t.

***Continental Farmers Group:** Continental Farmers Group (une des plus grandes *agroholdings* opérant en Ukraine, détenue par le fonds souverain saoudien Salic UK, et qui cultive 195 000 ha de terres pour la production de céréales et d'oléagineux) a annoncé mi-mars lancer une activité de négoce, basée à Genève, à destination de tous les producteurs de céréales, qu'elle que soit leur taille. Réussissant déjà à assurer le négoce de 150 000 à 200 000 t de produits par mois, son objectif est de réussir à atteindre 5 à 7 Mt de céréales et oléagineux vendus par an.

***Kernel:** Eugène Osipov, directeur général de Kernel (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 363 000 ha, principalement pour la production d'huiles de tournesol, de colza et de soja), expliquait fin mars que, après une période difficile due au manque de graines de tournesol, seule une de ses quatre usines ne triturerait que du colza et du soja.

***MHP:** Après avoir reçu l'accord du gouvernement espagnol début mars, MHP (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viandes de volailles) a annoncé avoir signé fin mars un accord lui permettant de prendre le contrôle de 41% d'UVESA Group (entreprise espagnole produisant de la viande de volaille et de la viande de porc) à un prix de 225 EUR par part. L'accord doit encore être validé par la Commission européenne au titre du contrôle des concentrations et des subventions étrangères.

Début mars, MHP a annoncé lancer en avril 2025 une nouvelle ligne de produits de sa marque « Nacha Ryaba », qui comprend notamment du jambon et des saucisses de volailles, avec l'objectif de produire 10 000 t de produits par an et d'occuper 2,5% du marché ukrainien.

***Nibulon:** Fin mars, Nibulon (qui cultive 51 000 ha pour la production et l'exportation de céréales et d'oléagineux principalement et qui a une activité dans l'armement de bateaux) a annoncé étendre ses activités de négoce à l'ensemble du Danube, au-delà des seuls biens agricoles. Ainsi, Nibulon prévoit notamment d'ouvrir deux lignes de transport de produits métallurgiques vers la Bulgarie (port de Lom) et la Serbie (port de Smederevo).

Début mars, la directrice du service du personnel de Nibulon, Yana Romenko, expliquait que, en raison des bouleversements subis par l'entreprise depuis 2022 (perte de 500 MUSD en 2022, occupation ou pollution de 20 000 ha, occupation de 5 élévateurs, blocage du port de Mykolaïv et de la navigation sur le Dnipro), l'entreprise s'était séparée de 1 000 employés, avait arrêté son activité de production de viande de porcs et avait investi dans des moyens de production plus moderne, passant à une moyenne de 20 employés pour 1 000 ha à 7 employés.

Fin février, Nibulon a signé avec l'IFC un accord de restructuration de 18,2 MUSD de dettes.

Fin janvier, Nibulon annonçait avoir introduit un nouveau système informatique de gestion de ses stocks lui permettant de les suivre en temps réel et d'optimiser sa logistique en conséquence.

***Epicentr K:** Fin février, Epicentr K (filiale agricole de la chaîne d'hypermarchés de bricolage ukrainienne, qui cultive 170 000 ha, principalement pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux) a annoncé avoir lancé la construction d'une usine de trituration pour produire de l'huile végétale et d'une usine de distillation pour produire du bioéthanol. Ces constructions s'inscrivent dans le cadre de son projet de parc industriel *Carbon-Neutral Eco-Agro-Hub Podillia-Horodok*, dans l'oblast de Khmelnytskyï (ouest de l'Ukraine), qui comprendra, outre ces deux usines, une installation pour produire du biogaz et une usine de production d'alimentation animale. Ce projet devrait être achevé en 2026. Il devrait permettre de créer 780 emplois.

***Lviv Croissants:** La chaîne ukrainienne de produits de boulangerie viennoiseries « Lviv croissants » a ouvert son premier magasin en France, à Cannes. C'est sa cinquième ouverture à l'étranger.

***IMC:** Début mars, IMC (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui produisait du lait avant février 2022 et qui, depuis, cultive 83 000 ha pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux) a annoncé avoir acquis 150 wagons supplémentaires, doublant ainsi la taille de sa flotte, qui représente un investissement de 22 MUSD en 2024/2025.

8. Enjeux sanitaires et phytosanitaires

***Politique sanitaire:** Dans une entrevue donnée mi-mars, Sergiy Tkachuk, chef du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS), a reconnu que la rage, la PPA et l'IAHP (précisant que, pour cette maladie, des cas n'avaient été découverts qu'en basse-cour et en faune sauvage,

pas dans les entreprises d'élevages), se répandaient en Ukraine. En revanche, il notait un recul de la leucose bovine enzootique.

***Politique phytosanitaire :** Début février, le service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS) a présenté un bilan de son action phytosanitaire, rapportant les organismes détectés et les surfaces mises en quarantaine (cf. tableau ci-après).

Organisme	Surfaces mises en quarantaine (ha)
Écaille fileuse	2 865
Noctuelle potagère	241
Chrysomèle américaine	26 015
Agrile du frêne	825
Punaise marbrée	2 871
Teigne de la pomme de terre	6,3
Ambrosie	1 300
Cuscute	480
Nématode doré de la pomme de terre	1
Roquette sauvage	88

***PPA :** D'après le DPSS, en 2024, 85 foyers de PPA avaient été découverts (47 en élevage, 15 en faune sauvage et 23 dans des déchets). Les régions les plus touchées étaient celles de Kyïv, de Mykolaïv (sud-est) et de Poltava (est). Mi-janvier, dans l'oblast de Vinnytsia (centre-ouest de l'Ukraine), trois cas de peste porcine africaine (PPA) ont été identifiés, dans des déchets alimentaires et dans des carcasses de sanglier. Mi-janvier, des cas de PPA en faune sauvage et en élevage domestique ont été déclarés dans l'oblast de Mykolaïv (sud-est de l'Ukraine). Fin février et mi-mars, des foyers en faune sauvage ont été déclarés dans l'oblast de Ternopil (ouest de l'Ukraine). Début février, dans le cadre de la lutte contre la PPA et en application de la loi n°1206-IX du 4 février 2021 sur la médecine vétérinaire, le gouvernement a publié une nouvelle procédure d'indemnisation pour la découverte de carcasses de sangliers.

***Rage :** Fin février, un cas dans une ferme laitière a été déclarée dans l'oblast de Khmelnytskyï (ouest de l'Ukraine). Mi-janvier, un cas de rage d'un animal domestique a été déclaré dans l'oblast de Soumy (est de l'Ukraine) et des cas similaires ont été déclarés en février et en mars dans les oblasts de Kharkiv (est de l'Ukraine) et de Tcherkassy (centre de l'Ukraine). En tout, dans le courant du mois de janvier, treize cas (chez des animaux domestiques et en faune sauvage) ont été trouvés dans l'oblast de Jytomyr (centre-ouest de l'Ukraine) à la suite d'une campagne de surveillance.

***IAHP :** Mi-mars, un cas d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) a été détecté dans l'oblast de Kharkiv (est de l'Ukraine), dans un zoo.

***FCO :** Mi-février, au regard de la dégradation de la situation dans l'UE, le DPSS a lancé, avec le soutien de la Suisse, une évaluation rapide de la situation en matière de fièvre catarrhale ovine afin d'estimer les risques de contaminations, de prendre des mesures préventives et de préparer des mesures d'urgences en cas d'introduction d'une souche sur le territoire. Le rapport a été rendu fin mars.

***Fièvre aphteuse :** Mi-mars, au regard de la déclaration d'une épidémie de fièvre aphteuse en Hongrie, le DPSS a pris des mesures d'interdiction d'importation en provenance de Hongrie de tous les animaux, matériel génétiques ou produits issus d'animaux susceptibles d'être infectés. Des mesures de désinfection des véhicules et des interdictions de pâturage dans une zone longeant la frontière européenne ont également été introduites. Fin mars, ces mesures ont été étendues aux mêmes importations en provenance de Slovaquie.

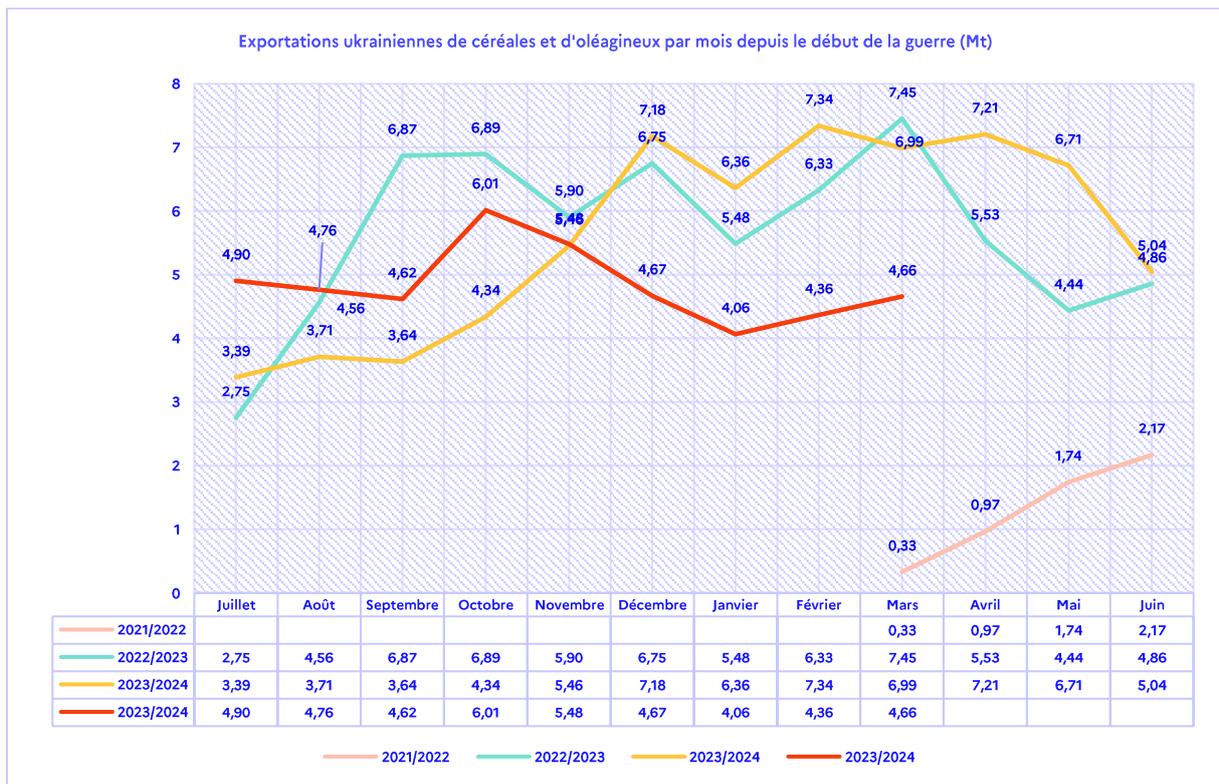
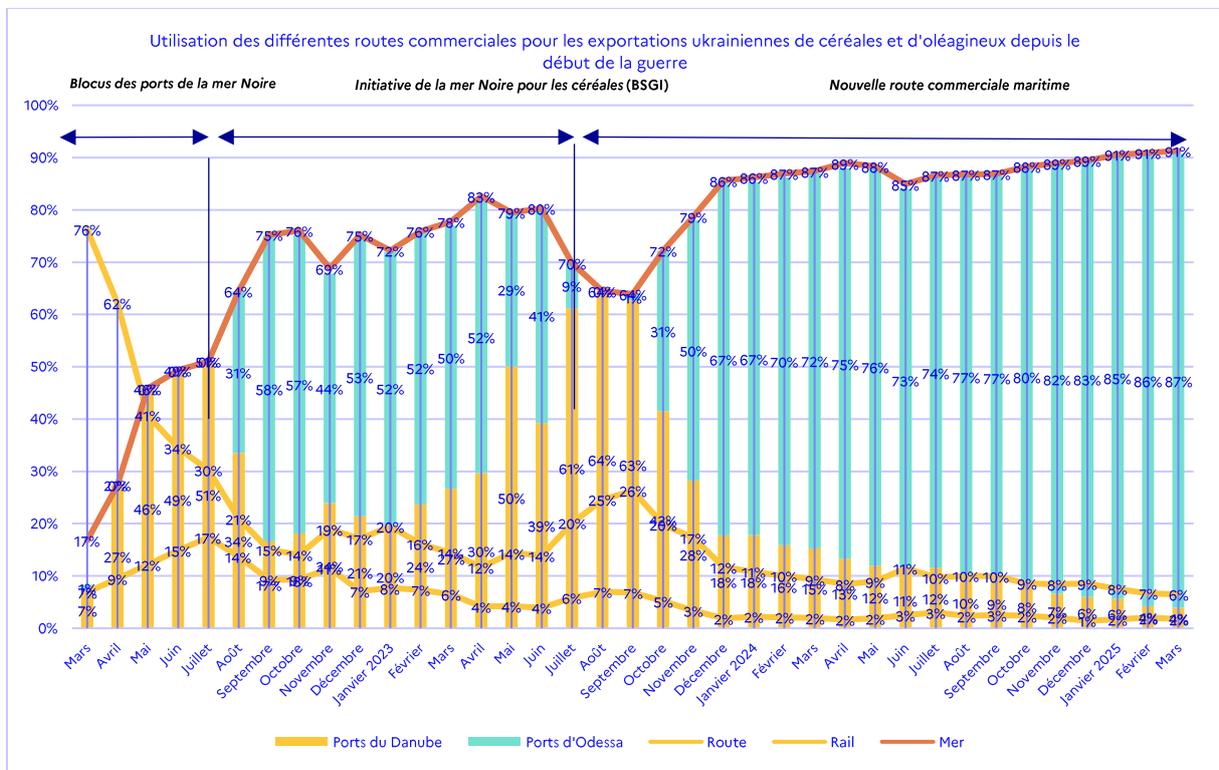
***Botulisme :** Mi-mars, un cas de botulisme d'origine alimentaire a été déclaré dans l'oblast de Tcherkassy (centre de l'Ukraine) : d'après le DPSS, le malade l'aurait contracté en consommant des poissons séchés et du caviar issus de sa propre production.

9. Moldavie

***Adhésion à l'UE :** Lors d'un appel début mars, les ministres des affaires étrangères ukrainien et moldave sont convenus de renforcer leur coopération bilatérale en matière d'adhésion à l'UE.

10. Autres

RAS.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Kyïv
jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SE de Kyïv